

Judicial Officers Conscious of the Need for Permanent Training

The first topic (utility, conclusive force and risks of statements of facts) was presented by Natalie Fricero, professor at the university of Nice Sophia-Antipolis, and also member of the Scientific Council of the UIHJ, and by Jacques Castelain, judicial officer in Lillers and manager of the ENP. Evoking in turn the theoretical and practical aspects of statements of facts by judicial officers, this tandem proved to be particularly lively and effective, in the form of captivating questions and answers. Then François Samain, judicial officer in Paris and president of the Guarantee Fund of the CNHJ, presented the risks related to the practice of statements of facts, recognizing that the claim rate was fortunately rather low.

Isabelle Meyer, judicial officer in Paris, then talked about statement of facts made during strikes. In this very peculiar branch of statements of facts, judicial officers must develop all their talents for sometimes very long periods. Mastering her topic, Mrs Meyer went straight to the point while revealing all the "small tricks" which can be learnt only by experience.

Then it was the turn of Alain Bobant, judicial officer in Surgères, and specialist in new technologies, during a fine presentation, to captivate his audience with the history of the Internet and its many opportunities as regards statements of facts.

To close the morning session, Jean-Michel Rouzard exposed the vast topic of public tenders and the legitimate role of judicial officers in this wrongly neglected activity.

In the afternoon, Luc Berna, judicial officer in Tourcoings, shared his great knowledge of the legislation on games and contests. Judicial officers play a crucial role there: they are at the same time advisors of companies and guarantors of the regularity of the operations through the deposit of the rules in their offices and the observations relating to the good progress of the drawing ceremony.

Luc Ferrand, Judge at the Central administration of the ministry for Justice, and Patrick Sannino, treasurer of the CNHJ, then approached the delicate topic of statements of facts relating to discrimination out of penal matter (mainly for racial matters). This is a new sphere of intervention for judicial officers which, if always exerted under conflict conditions, shows the confidence testified by the authorities to judicial officers by investing them with this prerogative.

Lastly, to end the day, Natalie Fricero and Patrick Safar, vice-president of the ENP, devoted themselves to the now traditional and awaited detailed review of the legislative and jurisprudential topicality.

If permanent training is not yet compulsory in France for judicial officers (it will be soon), the Institutes show that judicial officers are very aware of the need for remaining informed to progress and to develop.

Le public — The audience



Lituanie : Sécuriser les acquis et conquérir de nouveaux marchés

Une délégation de l'UIHJ, composée de Leo Netten, premier vice-président, et de Bernard Menut, secrétaire, a effectué une mission de soutien à la Chambre des huissiers de justice de Lituanie, les 27 et 28 septembre 2007.

Attaques à l'encontre de la profession

En effet, dans ce pays les attaques se multiplient à l'encontre de la profession qui ne bénéficie pas du soutien nécessaire de ses autorités de tutelle.

Leo Netten présenta l'UIHJ, les objectifs, les activités de l'UIHJ, les expertises de l'UIHJ pour le compte du Conseil de l'Europe, de la Banque Mondiale, l'Union européenne et d'autres bailleurs de fonds.

La délégation de l'UIHJ soutenait les représentants de la chambre des huissiers de Lituanie en la personne de Mme Inga Karaliene, présidente de la chambre des huissiers de Lituanie, et de Mme Asta Astraukiene, directrice de la chambre. Cette délégation a rencontré le secrétaire d'Etat à la justice, M. Paulus Koverovas, au ministère de la justice et l'entretien a été très constructif.

Signification des documents judiciaires ou extra judiciaire – droit interne et droit international

Leo Netten et Bernard Menut présentèrent le règlement européen 1348/2000 sur la signification des documents qui devrait légitimement être confiée aux huissiers de justice de Lituanie. Ils insistèrent sur le fait que l'esprit de ce texte européen est de promouvoir la transmission de professionnels à professionnels afin de réduire les délais de transmission et de promouvoir l'efficacité de la justice.

Pour le ministère de la justice, la situation actuelle de notification via le tribunal est une option qui ne paraît pas exclure pour le futur le choix de la signification directement par le professionnel huissier de justice. Mais il faut encore vaincre quelques obstacles, notamment ceux liés à la question du paiement du service de la signification et de la charge de ce dernier.

La délégation de l'UIHJ présenta les options possibles et les orientations en Europe sur ce point, en rassurant ses interlocuteurs sur le financement pour les plus démunis qui sera assuré par l'aide légale.

Il existerait un manque de transparence, selon le secrétaire d'Etat, sur le coût des honoraires à payer aux huissiers de justice en charge de ces significations. L'UIHJ a développé les options possibles pour résoudre ces points et parvenir à des coûts raisonnables de la signification transfrontalière. De très nombreuses références à la recommandation Rec(2003)17 du Conseil de l'Europe ont été faites par l'UIHJ. Cette dernière a pu ainsi montrer au secrétaire d'Etat que la signification transfrontalière doit s'articuler exclusivement autour de l'huissier de justice en ce qui concerne les significations transfrontalières.



Signification électronique

Une discussion s'instaura sur l'intérêt de promouvoir la notification électronique. Leo Netten et Bernard Menut présentent les choix de l'UIHJ concernant cette question. Ils mirent en avant les difficultés pratiques pour arriver à une notification électronique au destinataire final.

Manifestement les arguments de l'UIHJ ont séduit le secrétaire d'Etat

Coût des actions de l'huissier de justice

La discussion s'orienta vers à la fois le besoin que le coût des procédures d'exécution et notamment sur la difficulté d'en connaître le montant à l'avance. En outre, ce montant doit être proportionnel et raisonnable par rapport aux enjeux du litige. Actuellement, en Lituanie, certaines exécutions sont faites pour des montants de créances extrêmement faibles, voire symboliques.

Plus globalement concernant la connaissance du coût final des procédures, la difficulté vient toujours de la bonne ou mauvaise volonté du débiteur de payer sa dette rapidement. Plus le débiteur est réticent à payer rapidement sa dette, plus le coût final de la procédure sera élevé pour lui. Ceci est finalement la situation constatée en Europe à l'heure actuelle, et cela rend aléatoire toute prévisibilité des coûts.

Les parlementaires sensibilisés

La délégation a pu rencontrer au Parlement M. Julius Sabatauskas, président du Comité des affaires juridiques du parlement de Lituanie, ainsi que plusieurs de ses conseillers.

Nos interlocuteurs ont insisté sur le fait que la réforme du système d'exécution en Lituanie a environ 5 ans et certaines difficultés ont émergé à la suite de certaines affaires délicates, mises en exergue par la presse.

Comment permettre aux huissiers de justice d'être plus appréciés par la population, se demande le vice président de la Commission des lois ? Leo Netten insista sur la nécessité pour un Etat d'avoir une exécution efficace des décisions de justice, spécialement après les arrêts Hornsby c/ Grèce et Pini c/ Roumanie

rendus par la CEDH. Il rappela que l'UIHJ est très active au Conseil de l'Europe notamment au sein de la CEPEJ. Il souligne l'intérêt pour la profession en Lituanie d'avoir une formation de haut niveau ainsi qu'une formation continue obligatoire.

La justice n'échappe pas à la mondialisation, de sorte que les décisions de justice vont devoir être exécutées hors du pays où elles ont été rendues. En conséquence l'on s'achemine vers une harmonisation des textes européens applicables à l'exécution des décisions de justice.

Bernard Menut insista pour sa part sur le besoin d'avoir une chambre des huissiers forte et qui puisse mettre en œuvre des règles éthiques de haut niveau qui donneront une meilleure image des huissiers de justice et de leur activité et garantiront la qualité des prestations des huissiers de justice en Lituanie

La Cour suprême engorgée

La présidente de la chambre civile de la Cour suprême, Mme Janina Stripeikienė, a reçu la délégation de l'UIHJ et de la Chambre des huissiers de Lituanie. Leo Netten a fait une présentation rapide de l'UIHJ et des objectifs de cette dernière.

La présidente insiste sur la plus value que peut apporter l'huissier de justice dans le processus judiciaire, mais aussi sur l'obligation pour ce dernier de suivre les règles que lui impose la loi.

Parmi les problèmes actuels, la présidente insiste sur le fait que nombre de règles sont définies dans des instructions réglementaires et non point dans la loi elle-même, ce qui génère de nombreux recours à l'encontre de l'action des huissiers de justice. Ces recours sont pour la quasi-totalité rejetés par la Cour, mais cette dernière est submergée par ces affaires.

Parmi les problèmes les plus fréquents qui sont soumis à la Cour suprême on trouve les contestations de la rémunération des huissiers de justice qui, manifestement, constituent un motif de recours. La rémunération est prévue par des instructions et non par la loi, ce qui accroît l'insécurité juridique et fonde de nombreux recours qui se révèlent finalement infructueux. La délégation de



Leo Netten, premier vice-président de l'UIHJ — First Vice-President of UIHJ, Inga Karaliene, présidente de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie — President of the National Chamber of Judicial Officers of Lithuania, Asta Astraukiene, directrice de la Chambre des huissiers de justice de Lituanie — Director of the National Chamber of judicial officers of Lithuania, Paulus Koverovas, secrétaire d'Etat à la Justice de Lituanie — State Secretary for Justice of Lithuania, Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ — Secretary of the board of the UIHJ



Janina Stripeikienė, présidente de la chambre civile de la Cour suprême, entourée de Leo Netten, Bernard Menut et Inga Karaliene, Janina Stripeikienė Justice, Supreme Court, with Leo Netten, Bernard Menut and Inga Karaliene



L'UIH s'appuyant sur la recommandation Rec(2003)17 du Conseil de l'Europe, rappelle que le coût des procédures d'exécution doit être proportionnel aux enjeux et à ce qui est nécessaire pour parvenir à l'exécution de la décision du juge.

Actuellement la Cour suprême travaille sur la procédure de saisie immobilière et sur la réalisation des biens par voie de vente aux enchères aussi bien en matière immobilière que mobilière. Un rôle accru des huissiers de justice serait le bienvenu pour sécuriser le processus de réalisation des biens.

La délégation de l'UIH souligne le besoin d'une justice efficace notamment en matière de signification de documents judiciaires et extra judiciaires d'un pays à l'autre au sein de l'Union européenne. La délégation met en avant l'intérêt qu'il y a de donner aux huissiers de justice la signification des actes transfrontières.

Les medias sensibilisés

La mission de l'UIH s'est terminée par une conférence de presse qui a réuni les principaux media (TV, Radio et presse écrite). A cette occasion, Leo Netten et Bernard Menut sont revenus sur les enjeux pour un pays comme la Lituanie d'avoir une exécution des décisions de justice efficace et rapide. Les investisseurs sont sensibles à la préservation de l'Etat de droit et à la mise en œuvre rapide des décisions de justice.

L'opinion publique ne peut se satisfaire d'une justice inefficace. Les huissiers de justice réclament plus de moyens pour accomplir leurs missions. Gageons que les discussions en cours entre le ministère de la justice et la chambre des huissiers de justice pourront atteindre les objectifs ambitieux que réclame une justice moderne.

Leo Netten, Bernard Menut et Inga Karaliene, reçus au Parlement à Vilnius – on their visit at the Parliament in Vilnius



Lithuania: Securing Assets and Conquering New Markets

A Delegation of the UIH, Consisting in Leo Netten, First Vice-President, and of Bernard Menut, Secretary, Carried Out a Support Mission For the Chamber of the Judicial Officers of Lithuania, on September 27th and 28th 2007.

Attacks Against the Profession

Indeed, in this country the attacks multiply against the profession which does not profit from the necessary support of its Official Authorities.

Leo Netten introduced the UIH, the objectives, the activities of the UIH, the expertise on the UIH for the Council of Europe, the European Union, the World Bank and other international institutions.

The delegation of the UIH supported the representatives of the chamber of the judicial officers of Lithuania in the person of Mrs. Inga Karaliene, President of the Chamber of the judicial officers of Lithuania, and of Mrs. Asta Astraukiene, Director of the Chamber. The delegation met the State Secretary for Justice, Mr Paulus Koverovas, at the Ministry of Justice. The meeting proved to be particularly fruitful.

Service of Judicial and Extrajudicial Documents - Internal and International Regulations

Leo Netten and Bernard Menut presented the 1348/2000 European Regulation on the service of documents which should legitimately be entrusted to the judicial officers of Lithuania. They insisted on the fact that the spirit of this European text is to promote the transmission between professionals in order to reduce the times of transmission and to promote the effectiveness of justice.

For the Ministry for Justice, the current situation of service of documents via the court is an option which does not appear to exclude for the future the choice of service directly by the professional judicial officer. But it is still necessary to overcome some obstacles, in particular those relating to the question of the cost and of the payment of this service.

The delegation of the UIH presented the possible options and the orientations in Europe on this point, by reassuring its interlocutors on the financing for the poor which will be ensured by the legal aid.

According to the Secretary of State, there would be a lack of transparency about the cost of the fees to pay to the judicial officers in charge of the service of documents. The UIH developed the possible options to solve these points and to reach a reasonable cost of the trans-border service. Many references to the recommendation Rec (2003) 17 of the Council of Europe were made by the UIH. The latter thus could demonstrate to the Secretary of State that the trans-border service must exclusively articulate around the judicial officer with regard to the trans-border service.

Pendant la conférence de presse – During the press conference



Electronic Service

A discussion took place on the interest to promote the electronic service. Leo Netten and Bernard Menut presented the options of the UIHJ relating to this subject. They reflected on the practical difficulties for a document to reach to its final recipient

Obviously the arguments of the UIHJ allured the State Secretary.

Cost of the Actions of the Judicial Officer

The discussion concerned at the same time the need for and the cost of the enforcement procedures and in particular on the difficulty of knowing the cost in advance. Moreover, this cost must be proportional and reasonable compared to the stakes of the litigation. Currently, in Lithuania, certain enforcement procedures are carried out to collect very small debts, when not symbolic.

Overall, concerning the knowledge of the final cost of the procedures, the difficulty always comes from the good will or the unwillingness from the debtor to pay his debt quickly. The more reluctant the debtor is to pay his debt quickly, the higher the cost of the procedure will be for him. This is actually the existing situation in Europe, and that makes any foreseeability of the cost hazardous.

Trying to Make MPs Aware

At the Parliament, the delegation could meet Mr. Julius Sabatauskas, President of the Committee of the Legal Affairs of the Parliament of Lithuania, as well as several of his advisers.

Our interlocutors insisted on the fact that the reform of the system of execution in Lithuania is approximately 5 years old and that certain difficulties emerged following certain delicate matters, underlined by the press.

How to allow the judicial officers to be more appreciated by the population, wonders the Vice President of the Commission of the laws? Leo Netten insisted on the need for a State for having an effective execution of the court decisions, especially after the *Hornsby v/ Greece* and *Pini v/Romania* cases of the ECHR. He recalled that the UIHJ is very active within the Council of Europe, especially within the CEPEJ. He also insisted on the interest for the profession in Lithuania to have a high level of training as well as a mandatory permanent training.

Justice does not escape globalization, so that the court decisions will have to be carried out out of the country where they were made. Consequently we are heading for a harmonization of the European legislation applicable to the enforcement of the court decisions.

For his part, Bernard Menut insisted on the need to have a strong chamber of judicial officers which can implement high level ethical rules that will give a better indication of the judicial officers and of their activity and that will guarantee the quality of the services of the judicial officers in Lithuania.

Engorged Supreme Court

Mrs. Janina Stripeikienė, President of the civil chamber of the Supreme Court, received the delegation of the UIHJ and the Chamber of the judicial officers of Lithuania. Leo Netten made a short presentation of the UIHJ and its objectives.

The president insists on the gain a judicial officer can bring in the legal process, but also on the

obligation for him to follow the rules that the law imposes on him.

Among the current problems, the president insists on the fact that many rules are defined in regulatory instructions and not in the law itself, which generates many recourses against the action of the judicial officers. Almost all of these recourses are rejected by the Court, but the latter is nevertheless submerged by these cases.

Among the most frequent problems which are submitted to the Supreme Court one finds the disputes on the remuneration of the judicial officers which, obviously, constitute a reason for recourse. Remuneration is envisaged by instructions and not by the law, which increases the legal insecurity and gives way to many recourses which appear finally unfruitful. Recalling the recommendation Rec (2003) 17 of the Council of Europe, the delegation of the UIHJ pointed out that the cost of the enforcement procedures must be proportional to the stakes and with what is necessary to carry out the court decision.

Currently the Supreme Court works on the procedure of seizure of immovable and the realization of the goods by way of auction concerning both movable and immovable. An increased role of the judicial officers would be welcome to secure the process of realization of these goods.

The delegation of the UIHJ underlined the need for an effective justice, in particular as regards the service of judicial and extrajudicial documents from one country to another within the European Union. The delegation insisted on the interest that there is to give to the judicial officers the service of the trans-border documents.

To Make Medias Aware

The mission of the UIHJ ended with a press conference which joined together the main medias (TV, Radio and written press). On this occasion, Leo Netten and Bernard Menut recalled the importance for a country such as Lithuania to a fast and efficient enforcement system for the court decisions. The investors are sensitive to the safeguarding of the Rule of law and the fast implementation of court decisions.

The public opinion cannot be satisfied with an ineffective justice. The judicial officers claim more means to achieve their missions. Let us guarantee that the discussions in progress between the ministry for justice and the chamber of the judicial officers will be able to achieve the ambitious objectives that a modern justice need.



La tour de la cathédrale de Vilnius – The Cathedral Tower in Vilnius